



**MARDI 20 NOVEMBRE
SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE**

**Allocution de Monsieur Bertrand DELANOE,
Maire de Paris**

**M. le Président de la République,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le Président de l'association des Maires de
France, Cher Jacques PELISSARD,
Chers collègues et chers amis.**

Il y a cent ans, en 1907, ils étaient quarante-huit à se rassembler pour défendre les libertés communales. Aujourd'hui, notre association compte près de 36 000 membres.

Un siècle a passé, et nous sommes rassemblés au-delà des différences de nos communes, au-delà des différences qui font la richesse de la vie démocratique, pour que vive la démocratie locale, à travers notre association et, cher Président, c'est un honneur et un plaisir pour le maire de Paris, comme mes prédécesseurs et comme mes successeurs un jour, de souhaiter la bienvenue à tous les collègues de France.

Chers amis, dans ce bref propos, je ne prétendrai pas traiter de manière approfondie les sujets qui rassemblent notre réflexion et, en même temps, notre exigence partagée. Nous allons dans les travaux de ce congrès parler justement de la liberté des communes et d'autonomie financière.

Dans ces dernières décennies, des gouvernements, de gauche comme de droite, ont parfois pris des décisions qui restreignaient l'autonomie financière des collectivités locales.

Ce que ce congrès peut faire, et ce dans un esprit de consensus, c'est bien marquer que nous sommes des partenaires de l'Etat, mais que nous voulons exercer totalement la responsabilité que nous confient les

citoyens, et que nous voulons pouvoir décider des dépenses de nos communes mais aussi de leurs ressources : je crois que plus que jamais l'autonomie financière des collectivités locales, et en particulier des communes, est à l'ordre du jour.

Partenaires, disais-je, nous allons travailler aussi en partenaires avec l'Etat sur la clarté, la simplification d'un certain nombre de procédures et je voudrais en prendre un exemple que j'évoquais ce matin avec Madame la Ministre du logement, Madame Christine Boutin : s'il y a un domaine où l'Etat peut nous aider en clarifiant les procédures, c'est bien pour nous aider les uns et les autres à agir plus vite et plus efficacement pour résorber l'habitat insalubre.

Actuellement, je connais des immeubles à Paris, et vous aussi, où nous entreprenons toutes les procédures possibles pour sortir les habitants de l'insalubrité. Cependant nous sommes bloqués, nous sommes ralentis, parfois des années entières.

Si ce congrès, si notre travail en commun avec l'Etat, pouvait nous amener à simplifier, à gagner du temps, par exemple pour éradiquer ce cancer du début du 21ème siècle dans nos villes, c'est-à-dire pour supprimer définitivement l'habitat insalubre, alors, oui nous sommes volontaires, je suis volontaire, pour être partenaire de l'Etat.

Et, puisque je dis un mot sur le logement, certes nous sommes différents, nous avons des visions différentes pour répondre à cette demande très forte de nos concitoyens.

Ce qui est sûr, toutefois, c'est qu'il y a une loi de la République sur tout le territoire. Que nos communes soient grandes, petites, elles ont toutes leurs particularités ; mais dans toutes, il y a cette demande forte du droit au logement, et si aujourd'hui il y a une loi pour que les citoyens puissent réclamer leurs droits, alors il faut, là aussi, que nous soyons partenaires, chaque commune avec l'Etat ; mais aussi, l'Etat nous épaulant, pour que les communes soient solidaires entre elles et que les efforts convergent au service de ce droit fondamental : le droit au logement.

Enfin, un dernier point que je veux évoquer. Moi, j'ai vécu le Grenelle de l'environnement comme un signal volontariste positif. Mais là aussi, il faut que nous soyons partenaires, partenaires dans un souci de vérité et d'efficacité. Nous savons bien que nous, les responsables des communes, nous sommes aussi aux premières loges pour obtenir des résultats précisément par rapport aux objectifs fixés par le Grenelle.

Alors, passons ensemble aux actes. Les actes, ce sont d'abord des engagements des uns et des autres, de nous et de vous, au service des transports collectifs et aucune région, et notamment pas la région Ile de France, ne peut être exclue de cet effort commun au service des transports collectifs, qui sera une des clés, un des leviers, pour atteindre les objectifs du Grenelle.

Deuxième exemple, nous tentons tous de ne livrer, maintenant, des logements neufs ou des équipements publics qu'en haute qualité environnementale (HQE). Mais nous avons un travail immense à accomplir : c'est rénover le bâti ancien, pour arriver, sur ce bâti avec beaucoup de propriétés privées, à obtenir les économies d'énergie que nous cherchons ; alors il faut que nous soyons aussi partenaires dans les procédures et dans les financements.

Je le dis en tant que Maire de Paris, mais je crois que tous les collègues sont dans cet état d'esprit : partenaires, vérité, loyauté, efficacité ; au-delà des propos sincères que nous tenons les uns et les autres, nos concitoyens nous attendent sur les actes que nous posons en commun.

Enfin, et ce sera mon dernier mot, beaucoup ici sont maires, certains s'arrêteront dans quelques semaines : je les salue chaleureusement. D'autres au moment où ils parlent ne savent pas s'ils pourront être au rendez-vous des Maires de France l'année prochaine.

Ce que je veux nous dire à tous, quel que soit notre statut, et sans savoir moi-même si j'aurai le plaisir d'accueillir l'association des Maires de France en 2008, ce qui est certain et que nous partageons tous, c'est qu'au moment où la société du 21ème siècle s'interroge, parfois perd ses repères sur ce que nous sommes ensemble dans la société, la démocratie locale représente sans doute une des richesses les plus grandes de notre société aujourd'hui. C'est à la fois un héritage, un patrimoine, et quelque chose de particulièrement neuf et qui donne confiance dans l'avenir.

Puisque dans moins de quatre mois le suffrage universel nous amènera aux débats, aux confrontations, aux contradictions, à ce qui est le plus grand et le plus beau dans la vie démocratique, c'est-à-dire le choix des citoyens, je veux simplement dire, pour nous tous : Que le suffrage universel, que cette association pluraliste, fassent vraiment que la démocratie locale dans notre pays serve l'idéal de démocratie qu'il y a dans la République et dans notre patriotisme de Français.

Merci.